

Pour les syndicats, il faudrait réinjecter 150 millions dans l'enseignement

LE RÉSUMÉ

En pleine fête de la Communauté française, les syndicats et la plateforme contre l'échec scolaire ont pointé l'insuffisance du financement de l'enseignement, notamment en regard des défis du Pacte d'excellence.

NATHALIE BAMPS

«Il faudrait réinvestir dans la politique éducative, et plus que les 300 millions prévus dans le Pacte d'excellence. On sait que près de 250 millions viendront des réorientations au sein du budget de l'enseignement, et des effets retour. Vu les défis à relever, il faudrait plus...» C'est Eugène Ernst, le patron de la CSC-Enseignement, qui le dit, alors que l'Hôtel de Ville de Bruxelles s'apprêtait hier matin à recevoir tous les ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles à l'occasion des fêtes de la Communauté française. Réunis à quelques pâtés de maison de la Grand-Place par la plateforme contre l'échec scolaire, la CGSP-enseignement et la CSC-enseignement ont jeté un pavé dans les eaux troubles de la FWB en plaidant pour un refinancement de l'institution.

À hauteur de combien? Eugène Ernst évalue les besoins pour l'enseignement obligatoire à un bon 150 millions d'euros. Ajoutez à cela les 50 millions annuels (entre 2018 et 2030) qui seraient nécessaires pour refinancer l'enseignement supérieur, dont les moyens stagnent malgré la hausse constante du nombre d'étudiants.

Un paquet d'argent donc. Mais pour faire quoi, alors que la réforme

paquebot du Pacte d'excellence prévoit déjà de faire rentrer dans les caisses de l'argent frais, et que l'enseignement francophone est réputé comme un des mieux financés de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). «Un des mieux financés oui, mais avec une déperdition de moyens, notamment due à l'organisation de no-

tre enseignement en réseaux», constatent les acteurs de la plateforme. «Le choix politique a été fait un jour d'organiser l'enseignement en réseaux, mais il faut pouvoir en supporter les conséquences financières», estime Ernst.

Avec son collègue de la CGSP, Joseph Thonon (qui ne serait pas contre un réseau unique...), il fait le parallèle avec les investissements consentis par le Fédéral pour soutenir les entreprises, baisses de charges, réforme de l'Isoc. «Nos enfants seraient-ils moins importants que les multinationales?» lance-t-il, alors que son collègue pointe le fait qu'au-delà du Fédéral, on pourrait aussi mobiliser les moyens de l'Europe pour venir en aide à la FWB. «Je ne suis pas un spécialiste, les hommes politiques savent cela mieux que moi, mais il me semble qu'au sein du budget européen, il y a des budgets prévus pour améliorer les systèmes éducatifs», dit Joseph Thonon. «On pourrait aussi faire appel à des fonds européens, comme le Feder. Au moins, étudions les pistes...»

Les syndicats réclament donc de l'argent en plus. Mais pour en faire quoi? L'une des pistes de Joseph Thonon, c'est celle de la gratuité de l'enseignement. Elle est inscrite dans la Constitution, mais reste une illusion. Des mesures sont envisagées dans le cadre du Pacte. Certaines coûteront de l'argent. Or la FWB travaille en enveloppe fermée, avec 85% du budget de l'enseignement qui sert à payer les salaires. «Il n'est pas question que la gratuité se fasse au dé-

triment des conditions du personnel enseignant», dit le syndicaliste.

Plaidoyer pour la gratuité

Aux yeux des acteurs de la plateforme de lutte contre l'échec scolaire, la gratuité fait pourtant partie des instruments qui permettraient de réduire l'échec, lutter contre les inégalités et la pauvreté. Joseph Thonon invite à regarder ce que fait la Flandre en la matière: «Ils ont des règles plus précises en matière de frais scolaires pour le fondamental. Les frais d'inscription sont interdits, comme les frais de cahier, manuels, matériel d'écriture, car ces outils sont nécessaires pour les objectifs du fondamental, à savoir apprendre à lire et écrire, explique Thonon. Les écoles reçoivent donc des

subventions spécifiques.» À noter que les acteurs de la plateforme plaident pour la gratuité complète, y compris des repas scolaires. «Bien manger est fondamental pour l'apprentissage, à tel point que les pays nordiques offrent les repas durant le temps scolaire. Et ils ont un enseignement des plus performants», dit Fred Mawet, secrétaire générale du réseau Changement pour l'égalité (CGÉ).

La plateforme met aussi en avant les défis qui devront être rencontrés avec la mise en place du tronc commun, un point jugé fondamental pour que l'enseignement ne soit plus une usine à tri et relégation, mais permette à tous les enfants d'apprendre. «Il y aura des difficultés, mais ne changeons pas d'objectif sous prétexte qu'on n'y arrivera pas tout de suite», dit encore Fred Mawet. Pour la CSC-enseignement, le refinancement est aussi nécessaire au vu du coût qu'engendrera la réforme de la formation initiale des enseignants, et des encadrements complémentaires nécessaires pour réduire le redoublement et réorganiser l'enseignement de qualification.